

Déclaration des femmes Rurales contre l'accaparement des terres au Sénégal

Nous les femmes du monde rural, réunies ce Mardi 17 Avril 2012 au CICES, à l'occasion de la 13ème édition de la Foire Internationale de l'Agriculture et des ressources animales (FIARA) et de la Journée Internationale des luttes paysannes, pour statuer sur nos conditions de vie et de travail ;

Considérant que le Sénégal a ratifié tous les textes et lois relatifs à la promotion de la femme et à l'égalité entre les sexes ainsi que la **Déclaration de la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (2006)** qui prône l'accès équitable des femmes à la terre et au contrôle des ressources ;



Rappelant que le Sénégal a inscrit dans le préambule de sa Constitution de janvier 2001 les principes de la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes dont le droit à l'accès équitable aux ressources dont la terre ;

Notant que ces dernières années, le Sénégal a fait face à un phénomène d'accaparement des terres et de marchandisation néolibérale des ressources naturelles dont les femmes en général et celles du monde rural en particulier sont les principales victimes ;

Constatant que les accaparements de terres vont de pair avec la mainmise croissante des entreprises privées sur l'agriculture et l'alimentation à travers un contrôle renforcé sur les ressources comme la terre, l'eau, les semences et autres ressources naturelles ;

Considérant que de nombreux gouvernements justifient les accaparements en affirmant que les techniques modernes de l'agro-industrie amélioreront les pratiques agricoles locales perçues comme "archaïques", et qu'elles garantiront la sécurité alimentaire pour tous ;

Considérant que, bien qu'elle soit très largement répandue dans le monde, cette croyance s'avère totalement fautive et ne résiste pas au contact des réalités démontrées par les exploitations agricoles familiales ;

Considérant que sans un accès équitable et un contrôle des ressources par les acteurs du monde rural en général et les femmes productrices en particulier, les objectifs du Millénaire 1 et 3 à savoir « réduire l'extrême pauvreté et la faim et promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes » ne pourront pas être atteints en 2015 ;

Engagées à revendiquer et à lutter pour le respect systématique de nos droits,

Nous, femmes sénégalaises, avec les autres femmes du monde, réclamons :

À l'Etat de

- mettre fin aux accaparements de terres et de reprendre le contrôle des terres spoliées puisque la terre doit appartenir à celles et à ceux qui la travaillent pour se nourrir et nourrir le pays ;
- mettre en œuvre une réforme foncière qui protège et sécurise les exploitations familiales afin d'apporter la justice sociale en milieu rural ;
- mettre fin au contrôle exercé par une poignée d'investisseurs et de sociétés transnationales sur les vies de milliards de personnes ;
- s'opposer aux principes dits « d'investissements agricoles responsables » proposés par la Banque mondiale, étant donné qu'il ne pourra jamais être "responsable" de laisser des investisseurs et des multinationales s'emparer des terres des paysannes et des paysans ;
- promouvoir un modèle de production agricole basé sur l'agriculture familiale et la souveraineté alimentaire.

Aux collectivités locales

- D'être plus transparentes dans l'affectation des terres qui relèvent de leur gestion ;
- De veiller au renforcement des capacités des conseillers et autres acteurs en charge de la gestion foncière ;
- De rétablir un climat de confiance avec les populations à travers l'instauration de consultations citoyennes sur la gestion foncière.

Fait à Dakar le 17 Avril 2012